



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 141 – 3^e trimestre 2009

SOMMAIRE

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	10
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	11
<i>Les placements des ménages</i>	<i>12</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>13</i>
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	<i>14</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	<i>17</i>
5. Risques sectoriels	18
6. Rappel des taux	20
6.1 <i>Taux réglementés</i>	<i>20</i>
6.2 <i>Principaux taux de marché</i>	<i>20</i>
6.3 <i>Taux de l'usure</i>	<i>20</i>
7. Monnaie fiduciaire	21
7.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	<i>21</i>
7.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	<i>21</i>

MÉTHODOLOGIE

1. Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (6 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 14 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

2. Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à la Banque Postale et au Trésor Public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des établissements extérieurs.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et organismes de placement collectif en valeurs mobilières – OPCVM - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3. Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par l'ensemble des EC.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Française de Développement, Dexia-Crédit Local de France, le Crédit foncier de France, la Caisse d'Aide sociale de l'Education nationale (CASDEN-Banque Populaire) et la Banque Européenne d'Investissement.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4. Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Elle est complétée par les statistiques collectées mensuellement par l'IEDOM sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

1. SYNTHÈSE

1. Evolution conjoncturelle

CONTEXTE INTERNATIONAL

La période de forte contraction de l'activité semble toucher à sa fin au troisième trimestre 2009 et les prévisions de croissance des grandes économies mondiales indiquent que la reprise s'affermirait. Après cinq trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut, la zone euro enregistre une hausse de 0,4 % de son PIB par rapport au trimestre précédent et le PIB américain en volume a augmenté de 2,8 % en termes annualisés. La fin du processus de déstockage des entreprises relance la production et le commerce mondial, tiré par certains pays émergents, renoue avec la croissance. Les anticipations en matière d'inflation à moyen et long termes indiquent un retour à la hausse des prix mais à des rythmes contenus, respectant l'objectif cible de la BCE « sous mais proche de 2 % ». Néanmoins, la volatilité des statistiques souligne la vulnérabilité de la reprise économique. Les taux de chômage des grandes économies demeurent à des niveaux élevés et il subsiste un risque que la reprise s'essouffle quand les effets des politiques de relance, ponctuelles, s'estomperont.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont laissé inchangés leurs principaux taux directeurs à des niveaux particulièrement bas, entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne et 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Afin d'appuyer les besoins de liquidité du système bancaire, la Banque centrale européenne a lancé le 30 septembre 2009 une seconde opération de refinancement à un an (sur les trois prévues pour l'année 2009), au taux de 1 %. Signe que le marché interbancaire a retrouvé une certaine autonomie par rapport à la Banque centrale européenne, la demande des banques, qui avait atteint 442 milliards lors de la première opération en juin dernier, a fortement baissé dans le cadre de cette seconde intervention, le montant alloué en septembre s'établissant à 75 milliards d'euros. La plupart des grands établissements bancaires européens ont enregistré d'importants bénéfices au troisième trimestre grâce à la bonne tenue de leurs activités de banque de détail et au dynamisme de leurs activités de banque de financement et d'investissement avec la forte reprise des marchés financiers. Les banques françaises ont presque toutes initié le remboursement des prêts, de 19,8 milliards d'euros, consentis par l'Etat français par l'intermédiaire de la Société de prise de participation de l'Etat en décembre 2008.

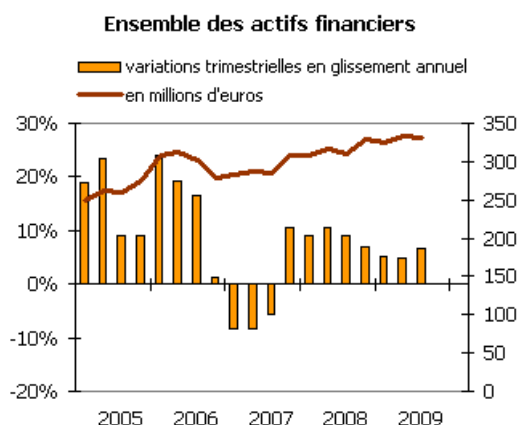
Du point de vue des marchés, les signaux de reprise se sont traduits par un rebond des grandes places boursières et des cours mondiaux des matières premières. La faiblesse du dollar (dont la valeur n'a cessé de se déprécier sur le troisième trimestre 2009, le cour euro/USD passant de 1,41 à 1,46) est pour partie à l'origine de la hausse des prix des matières premières et en particulier des cours du pétrole et de l'or, par un mécanisme de "carry trade" (les agents s'endettant massivement en dollar pour acquérir des matières premières, contribuant à exercer une pression à la hausse sur leur cours). Le prix du baril de pétrole a ainsi enregistré une augmentation notable : descendu à 60 USD en juillet, il s'établissait entre 70 et 75 USD courant octobre, avant d'atteindre près de 80 USD début novembre. Le cours de l'or a également suivi cette tendance haussière, dépassant 1 100 USD l'once en novembre.

CONTEXTE LOCAL

1.1 Les actifs financiers : léger recul de l'épargne collectée

Après un 2^{ème} trimestre bien orienté (+2,5 %), l'épargne collectée marque le pas au 3^{ème} trimestre (-0,3 %). L'encours global des **actifs financiers** détenus à Mayotte représente **331,6 millions d'euros**.

Cette contraction résulte d'une diminution conjointe des encours détenus par les **ménages** (-2,8 % par rapport à juin 2009 pour s'établir à 171,8 millions d'euros) et par les **autres agents** (-7,5 % pour s'élever à 72,5 millions d'euros).

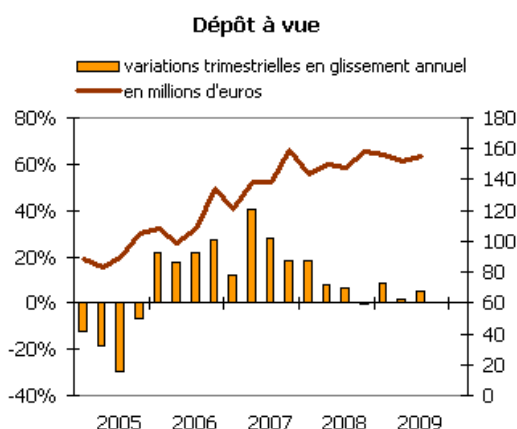


Après deux trimestres consécutifs de baisse, les actifs financiers détenus par les **entreprises** progressent de 12,7 % pour s'établir à 87,2 millions d'euros. Les arbitrages des entreprises en matière de gestion de trésorerie continuent d'affecter la répartition des actifs. La tendance est toutefois inversée par rapport au 2^{ème} trimestre : l'encours des dépôts à vue s'étoffe de 12,2 millions d'euros (soit +21,3 %, contre -15,1 % précédemment) tandis que les placements indexés sur les taux du marché (certificats de dépôts en particulier) diminuent de 3,7 millions d'euros (-18,9 %, contre +70,3 % précédemment).

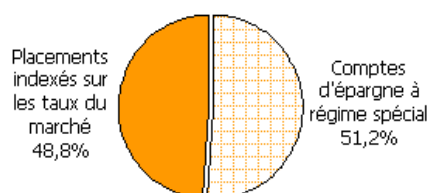
Par nature, les actifs financiers se décomposent en dépôts à vue (47 %), placements liquides ou à court terme (33 %) et épargne à long terme (20 %).

Conforté par la reprise des dépôts à vue des entreprises, l'encours global des **dépôts à vue** progresse de 3,8 millions d'euros (+2,5 %) au cours du 3^{ème} trimestre, après un repli de 4,6 millions (-2,9 %) au 2^{ème} trimestre. Il s'établit à 155,3 millions d'euros. Son évolution en glissement annuel demeure positive (+5,3 %), à un rythme toutefois en diminution par rapport aux précédentes années (+6,2 % sur 2007-2008 et +27,8 % sur 2006-2007).

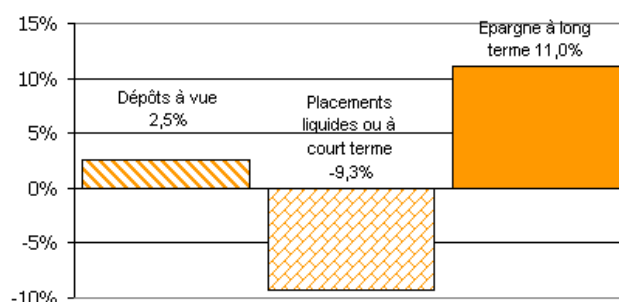
Pénalisés par une brusque contraction des placements indexés sur les taux du marché qui subissent la baisse prononcée des taux d'intérêts à court terme depuis le début de l'année (-16,9 %, soit -10,9 millions d'euros après une croissance de 6,5 %, soit +7,2 millions d'euros au 2^{ème} trimestre), les placements liquides ou à court terme (109,9 millions d'euros) sont en retrait de 9,3 %.



Structure des placements liquides ou à court terme



Evolution par rapport au 2^{ème} trimestre 2009



L'épargne à long terme (66,4 millions d'euros) est en hausse de 11 % (après +10 % au 2^{ème} trimestre). Elle est détenue aux trois quarts par les ménages (77,5 %) et se répartit en contrats d'assurance-vie (64 %) - en progression de 16,1 % -, en plans d'épargne logement (17 %), plans d'épargne populaire (8 %) et en supports d'épargne collective (OPCVM non monétaires constitués de Sicav et de Fcp - (7,7 %). Les « Autres agents » se positionnent nettement en retrait des ménages avec 20,3 % de l'épargne à long terme. Enfin, la part des sociétés est marginale (2,2 %).

1.2 Les passifs financiers : reprise des financements bancaires

Au 30 septembre 2009, le montant total des **concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant à Mayotte s'établit à **737 millions d'euros**. Après un 2^{ème} trimestre en berne (+0,4 %), les financements bancaires progressent de 2,3 %.

L'encours de crédit sain enregistre une croissance de 2,2 %, tirée par les crédits aux collectivités locales (+5,3 %, soit +8,6 millions d'euros), les concours aux entreprises (+1,6 %, soit +4,4 millions d'euros) et, dans une moindre mesure, par les crédits aux ménages (+0,3 %, soit +0,8 million d'euros). Les crédits aux collectivités locales, aux entreprises et aux ménages représentent respectivement 24 %, 39 % et 31 % de l'encours de crédit sain.

En glissement annuel, la progression de l'encours de crédit sain demeure dynamique (+6,4 %), en dépit du tassement observé depuis le 4^{ème} trimestre 2008.

A **4,1 %**, le **taux de créances douteuses** de l'ensemble des établissements de crédit ne progresse que de 0,1 point au 30 septembre 2009 (contre 0,8 point à la fin du 2^{ème} trimestre).

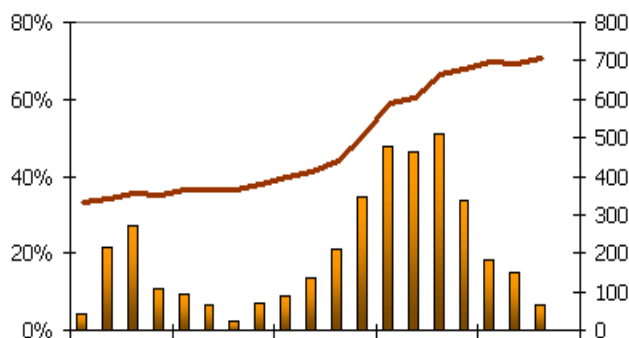
L'encours brut total des **crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)** s'élève à **484,2 millions d'euros**, en croissance de 2,6 %, soit +12,5 millions d'euros. Bien qu'en constant recul, en glissement trimestriel, depuis le 4^{ème} trimestre 2008, la tendance sur un an demeure positive : +7,0 % entre septembre 2008 et septembre 2009 contre +15,5 % entre juin 2008 et juin 2009. L'encours de crédit sain, qui accusait une baisse historique de 1,5 %, progresse de 2,4 % au 3^{ème} trimestre.

Après deux trimestres successifs de stabilité (4 %), suivi d'une dégradation sensible au 2^{ème} trimestre 2009 (5,2 %), le taux de créances douteuses se détériore de nouveau pour atteindre 5,4 %. Le taux de provisionnement, qui avait atteint un niveau historiquement bas (34,1 %) au 2^{ème} trimestre, s'améliore légèrement (35,9 %).

Les concours aux entreprises (222,7 millions d'euros) représentent 48,6 % du total de l'encours de crédit sain. Après un premier semestre difficile (respectivement +0,7 % et -3,5 % aux 1^{er} et 2^{ème} trimestres), ils enregistrent une reprise de 2,2 %. Quoique en progression sur un an (+6,7 %), l'essoufflement de l'évolution des concours aux entreprises se confirme : +14,1 % entre juin 2008 et juin 2009 et +27,4 % entre mars 2008 et mars 2009.

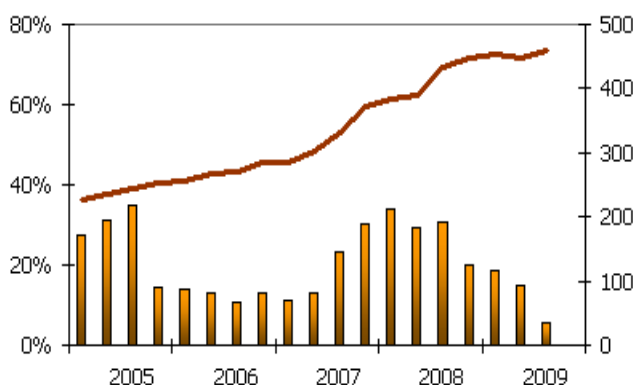
Encours de crédit sain des EC

■ variations trimestrielles en glissement annuel
— en millions d'euros



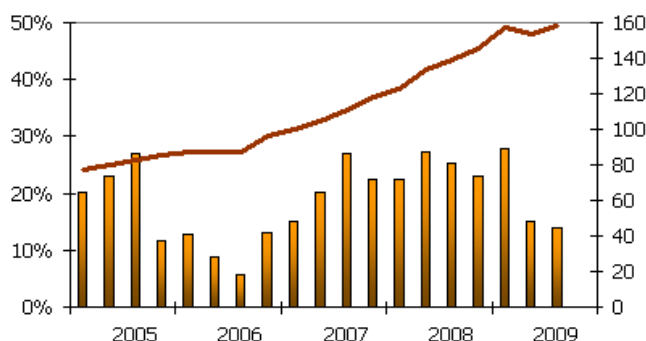
Encours de crédit sain des établissements locaux

■ variations trimestrielles en glissement annuel
— en millions d'euros



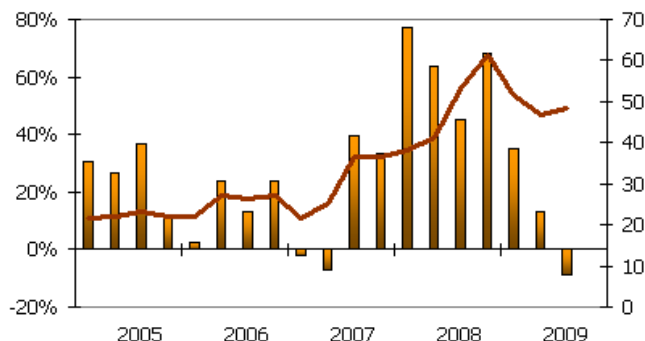
Crédits d'investissement

■ variations trimestrielles en glissement annuel
— en millions d'euros



Crédits d'exploitation

■ variations trimestrielles en glissement annuel
— en millions d'euros



Composés à 94 % de crédits à l'équipement et à 6 % de crédit-bail, l'encours des crédits d'investissement aux entreprises progresse de 3,2 % (soit +4,9 millions d'euros), après avoir enregistré une baisse historique de 3,2 millions d'euros au 2^e trimestre. Après un recul brutal aux 1^{er} (-16,3 %) et 2^{ème} trimestres (-9,4 %), pour un montant total de 15 millions d'euros, les crédits d'exploitation progressent de 4 % (+1,9 million d'euros) : les crédits de trésorerie affichent une croissance de 13,8 % (soit +2,5 millions d'euros) et retrouvent leur niveau de mars 2009.

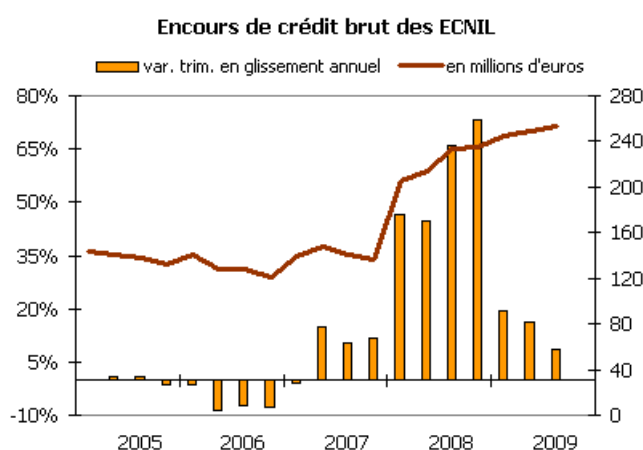
Enfin, à 15,4 millions d'euros, les crédits à l'habitat des entreprises reculent de 11 %, à leur niveau de fin 2007.

Les concours aux ménages - qui représentent 46 % du total de l'encours de crédit sain des ECIL - s'élèvent à 210,2 millions d'euros. En légère progression sur le trimestre (+0,2 %), leur évolution est toutefois en net recul par rapport à 2008 (5 % de croissance moyenne).

Enfin, quoique avec un volume d'engagement modeste auprès des EC installés localement (18,5 millions d'euros), les collectivités locales affichent une activité dynamique (progression de 36 % de l'encours de crédit), largement tirée par la croissance des crédits de trésorerie (+6,9 millions d'euros, soit un triplement de cette nature de crédit).

Très importante en 2008 avec une progression des concours bruts de 73 % (+100 millions d'euros), l'activité des **établissements de crédit non installés localement (ECNIL)** marque le pas pour le deuxième trimestre consécutif. Au 30 septembre 2009, l'encours brut s'élève à **252,8 millions d'euros**, affichant le même niveau de progression qu'au 2^{ème} trimestre (+1,6 % contre +4,1 % au 1^{er} trimestre).

Le volume d'affaires des ECNIL représente environ 35 % de l'ensemble des concours consentis sur la place de Mayotte. Les ECNIL sont essentiellement sollicités par les collectivités locales dont ils assurent 89 % des financements. Contrairement au 2^{ème} trimestre, ce partenariat s'illustre particulièrement pour les crédits à court terme : les crédits de trésorerie des collectivités locales progressent de 50 % et atteignent 14,8 millions d'euros (contre -64 % au 2^{ème} trimestre).



Enfin, le reclassement en crédits sains d'importantes masses de créances douteuses au quatrième trimestre 2007 (30,3 millions d'euros) a sensiblement assaini la qualité des engagements. Le taux de créances douteuses des ECNIL a ainsi fortement baissé : de 17,3 % en moyenne en 2007, il est passé à 0,8 % en 2008. Au 30 septembre 2009, il s'établit à 1,5 % après trois trimestres à 1,7 %.

2. Les risques recensés au SCR

A fin septembre 2009, l'encours total des risques recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France sur les entreprises de Mayotte (ainsi que les administrations publiques et autres personnes morales) s'élevait à 556 millions d'euros, en hausse de 1 %. Quatre secteurs (« Administrations publiques » : 33 %, « Activités immobilières » : 19,4 %, « Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles » : 9,7 % et « Construction » : 8,8 %) concentrent 71 % des engagements répertoriés par le SCR (à partir du seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique), soit un encours de 395 millions d'euros.

3. Perspectives

Les **soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit**, interrogés par l'IEDOM au 4^{ème} trimestre 2009, semblent indiquer qu'au terme d'un second semestre plutôt morose - après plusieurs années de croissance forte (encours de crédits des établissements locaux multiplié par 1,6 et actifs financiers en hausse de 18 % en 2007 et 2008) - le marché bancaire local pourrait se ressaisir au début 2010.

La collecte des dépôts peine à se maintenir mais les dirigeants d'établissements anticipent un début d'année relativement mieux orienté.

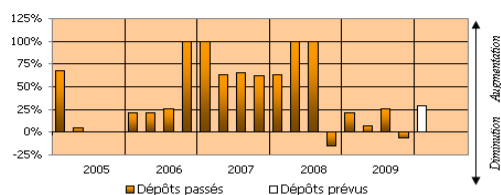
En matière d'octroi de crédits, les perspectives semblent plus nuancées : une reprise est attendue pour les crédits d'équipement aux entreprises ainsi que pour les crédits à la consommation des ménages. Des inquiétudes persistent toutefois pour le financement à court terme des entreprises ainsi que, dans une moindre mesure, pour les crédits à l'habitat des ménages.

Alors que la rentabilité est perçue comme dégradée, les dirigeants d'établissements semblent s'accorder sur une amélioration de leur résultat pour le 1^{er} trimestre 2010, dans une perspective de hausse de leur produit net bancaire, en liaison avec une croissance du volume des commissions perçues.

Enfin, les établissements de crédit restent attentifs aux évolutions du climat social et à l'environnement économique et financier, tant au plan local qu'international.

2. L'ENQUÊTE AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Collecte des dépôts



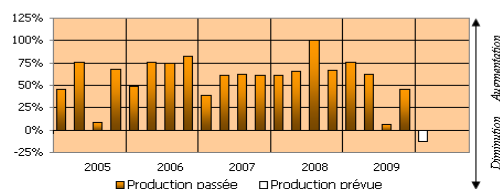
Solides d'opinions des dirigeants

(BR, BFC-OI, BRED-BP, CRCAMR)

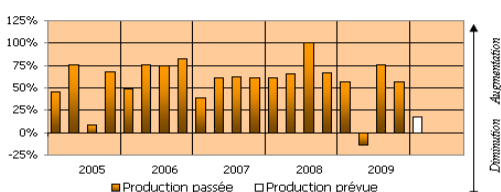
Crédits d'équipement aux entreprises



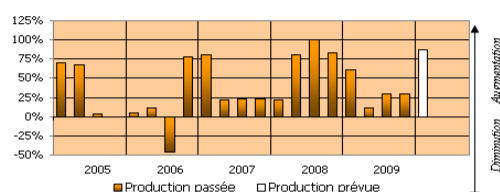
Crédits d'exploitation aux entreprises



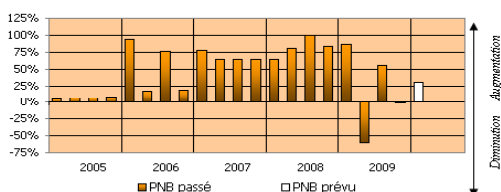
Crédits à l'habitat des particuliers



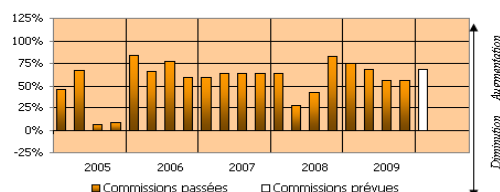
Crédits à la consommation des particuliers



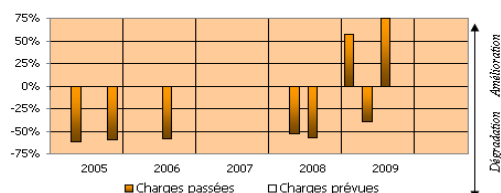
Produit net bancaire



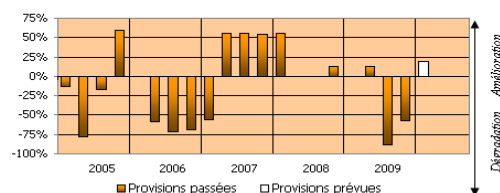
Commissions



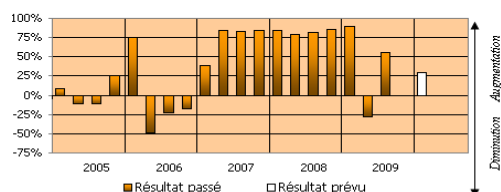
Charges d'exploitation



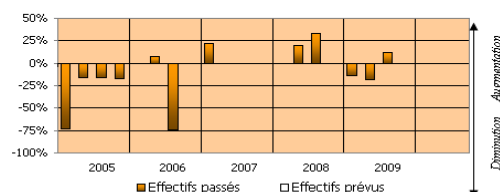
Coût du risque



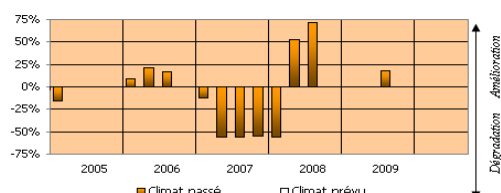
Résultat



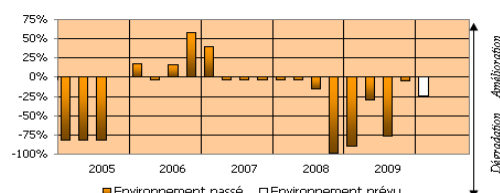
Effectifs



Climat social



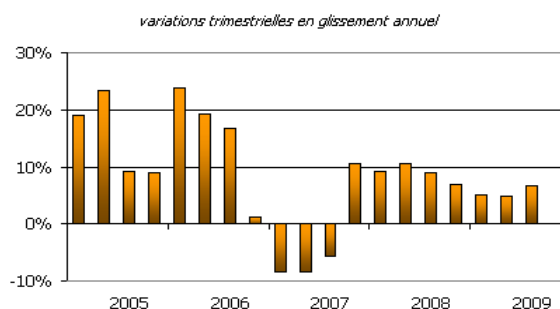
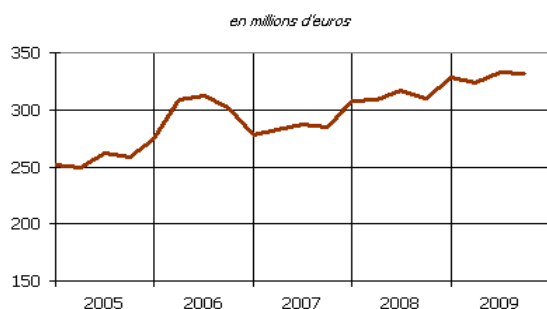
Environnement économique



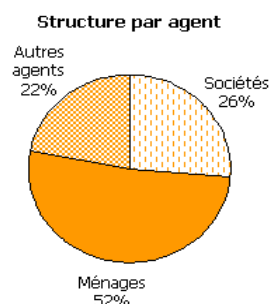
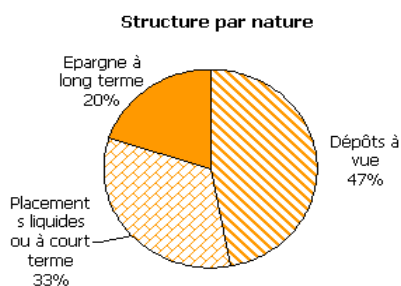
3. LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

	Montants en millions au									Variations	
	30-sept.-04	30-sept.-05	30-sept.-06	30-sept.-07	30-sept.-08	31-déc.-08	31-mars-09	30-juin-09	30-sept.-09	1 an	1 trim.
Sociétés	58,772	64,786	105,585	70,506	72,692	87,138	79,488	77,387	87,232	20,0%	12,7%
Dépôts à vue	48,797	29,653	39,051	55,809	57,002	68,119	67,748	57,506	69,731	22,3%	21,3%
Placements liquides ou à court terme	9,975	35,042	66,398	14,564	15,550	18,860	11,583	19,728	15,991	2,8%	-18,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,001	0,000	-	-
Placements indexés sur les taux du marché	9,975	35,042	66,398	14,564	15,550	18,860	11,583	19,727	15,991	2,8%	-18,9%
dont comptes à terme	5,256	6,522	5,365	6,876	6,375	8,578	6,359	7,054	6,477	1,6%	-8,2%
dont OPCVM monétaires	0,000	1,015	1,329	1,364	1,416	2,067	2,067	1,673	1,514	6,9%	-9,5%
dont certificats de dépôts	4,627	27,383	59,168	5,466	7,295	7,920	3,157	11,000	8,000	9,7%	-27,3%
Epargne à long terme	0,000	0,091	0,136	0,133	0,140	0,159	0,157	0,153	1,510	978,6%	886,9%
dont OPCVM non monétaires	0,000	0,000	0,046	0,048	0,066	0,070	0,068	0,068	0,069	4,5%	1,5%
Ménages	77,981	93,166	109,969	132,830	159,709	166,067	170,779	176,698	171,806	7,6%	-2,8%
Dépôts à vue	32,838	34,177	42,825	52,793	55,890	57,793	58,958	60,535	56,245	0,6%	-7,1%
Placements liquides ou à court terme	37,800	43,691	45,833	54,784	62,987	65,357	70,866	69,786	64,115	1,8%	-8,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	28,346	35,100	36,303	39,413	43,320	46,139	54,643	54,489	53,938	24,5%	-1,0%
Livrets ordinaires	26,953	33,242	34,188	37,135	40,738	42,188	48,188	46,981	46,098	13,2%	-1,9%
Livrets A et bleus	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,868	3,193	3,895	4,761	-	22,2%
Livrets jeunes	0,002	0,002	0,000	0,040	0,041	0,065	0,078	0,341	0,103	151,2%	-69,8%
Livrets d'épargne populaire	0,008	0,008	0,010	0,009	0,000	0,055	0,032	0,035	0,043	-	22,9%
CODEVI	0,065	0,060	0,057	0,077	0,114	0,157	0,176	0,199	0,187	64,0%	-6,0%
Comptes d'épargne logement	1,318	1,788	2,048	2,152	2,427	2,806	2,976	3,038	2,746	13,1%	-9,6%
Placements indexés sur les taux du marché	9,454	8,591	9,530	15,371	19,667	19,218	16,223	15,297	10,177	-48,3%	-33,5%
dont comptes à terme	3,589	4,156	5,330	10,714	17,219	17,748	14,919	13,767	8,609	-50,0%	-37,5%
dont bons de caisse	5,845	3,942	3,440	3,060	1,483	0,753	0,718	0,590	0,590	-60,2%	0,0%
dont OPCVM monétaires	0,000	0,388	0,619	1,343	0,741	0,574	0,574	0,928	0,978	32,0%	5,4%
Epargne à long terme	7,343	15,298	21,311	25,253	40,832	42,917	40,955	46,377	51,446	26,0%	10,9%
Plans d'épargne logement	7,026	8,430	9,927	11,365	11,895	12,518	12,594	12,918	8,785	-26,1%	-32,0%
Plans d'épargne populaire	0,316	0,309	0,285	0,261	0,179	0,181	0,181	0,178	4,224	2259,8%	2273,0%
Autres comptes d'épargne	0,001	0,010	0,015	0,056	0,036	0,037	0,037	0,053	0,450	1150,0%	749,1%
Portefeuille-titres	0,000	0,501	0,554	0,441	0,174	0,127	0,165	0,885	1,023	487,9%	15,6%
OPCVM non monétaires	0,000	0,551	2,370	2,769	3,467	3,851	3,621	3,889	3,937	13,6%	1,2%
Contrats d'assurance-vie	0,000	5,497	8,160	10,361	25,081	26,203	24,357	28,454	33,027	31,7%	16,1%
Autres agents	100,499	100,963	86,428	81,681	78,149	75,238	73,969	78,382	72,535	-7,2%	-7,5%
Dépôts à vue	45,267	25,458	26,809	30,244	34,551	31,841	29,375	33,457	29,314	-15,2%	-12,4%
Placements liquides ou à court terme	41,958	42,026	43,599	38,164	30,324	30,123	31,320	31,651	29,771	-1,8%	-5,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	1,019	1,642	1,478	1,502	1,762	1,408	1,706	2,079	2,283	29,6%	9,8%
Placements indexés sur les taux du marché	40,939	40,384	42,121	36,662	28,562	28,715	29,614	29,572	27,488	-3,8%	-7,0%
dont comptes à terme	40,342	39,700	41,154	35,301	27,223	27,367	28,347	28,357	26,273	-3,5%	-7,3%
Epargne à long terme	13,274	33,479	16,020	13,273	13,274	13,274	13,274	13,274	13,450	1,3%	1,3%
TOTAL	237,252	258,915	301,982	285,017	310,550	328,443	324,236	332,467	331,573	6,8%	-0,3%
Dépôts à vue	126,902	89,288	108,685	138,846	147,443	157,753	156,081	151,498	155,290	5,3%	2,5%
Placements liquides ou à court terme	89,733	120,759	155,830	107,512	108,861	114,340	113,769	121,165	109,877	0,9%	-9,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	29,365	36,742	37,781	40,915	45,082	47,547	56,349	56,569	56,221	24,7%	-0,6%
Placements indexés sur les taux du marché	60,368	84,017	118,049	66,597	63,779	66,793	57,420	64,596	53,656	-15,9%	-16,9%
Epargne à long terme	20,617	48,868	37,467	38,659	54,246	56,350	54,386	59,804	66,406	22,4%	11,0%

Ensemble des actifs financiers

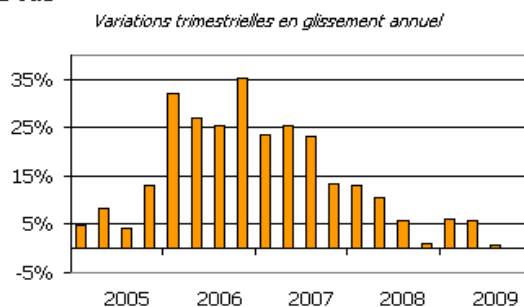
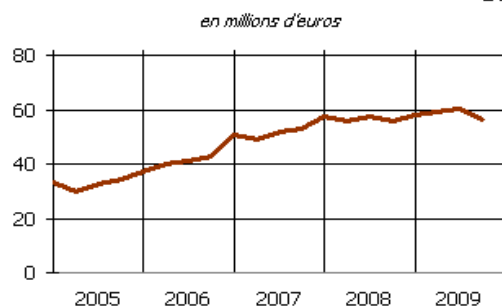


Structure des actifs financiers au 30 septembre 2009

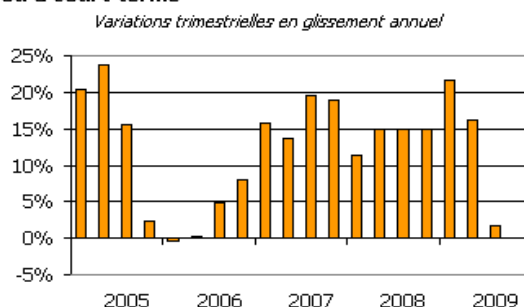
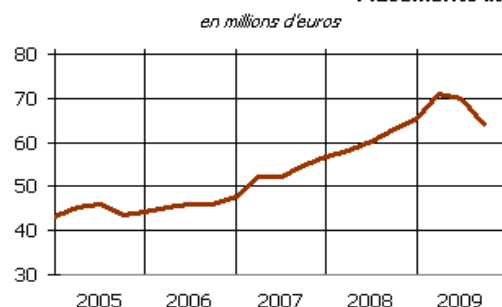


Les placements des ménages

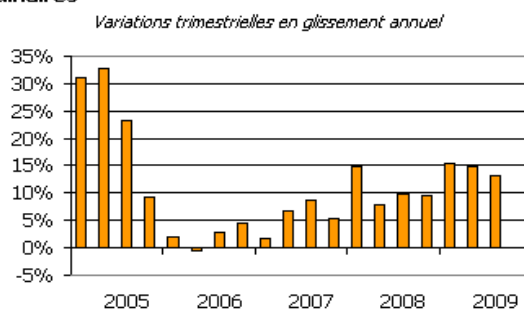
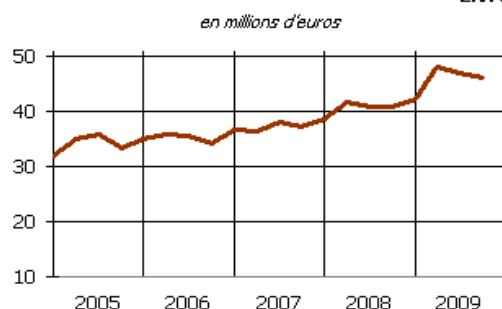
Dépôts à vue



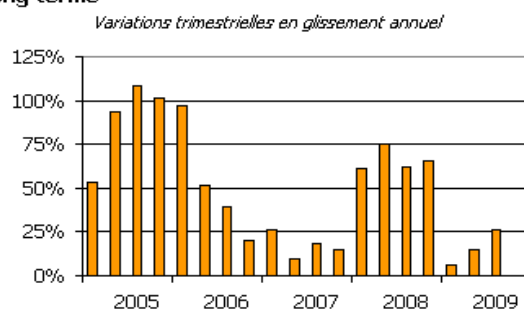
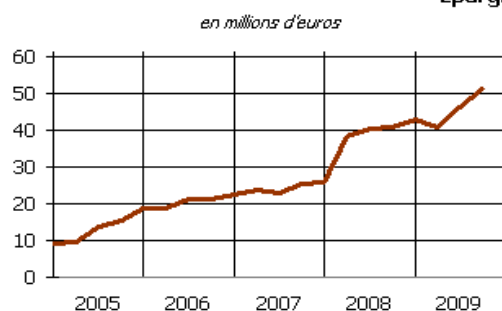
Placements liquides ou à court terme



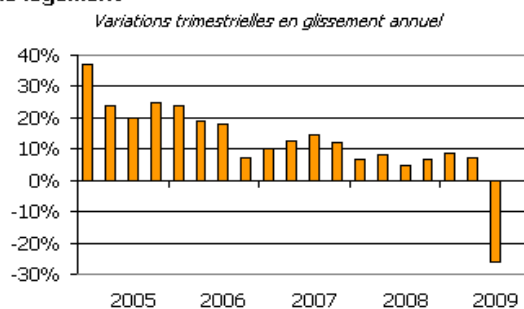
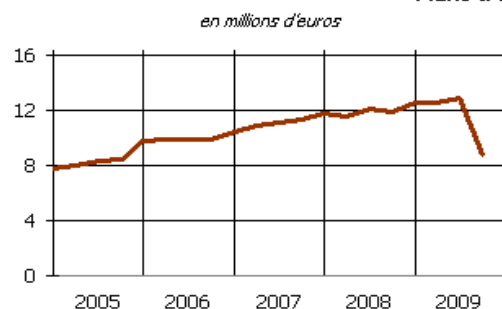
Livrets ordinaires



Epargne à long terme

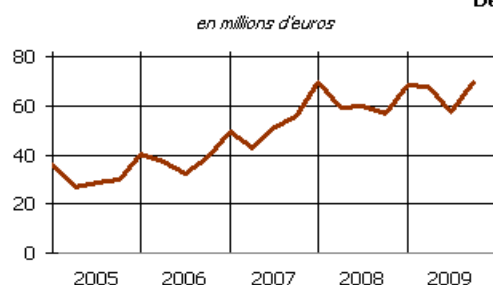


Plans d'épargne logement

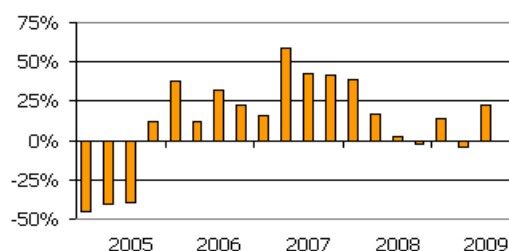


Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue



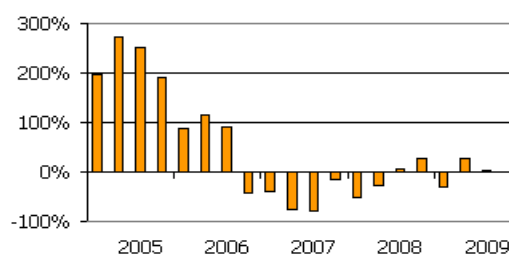
Variations trimestrielles en glissement annuel



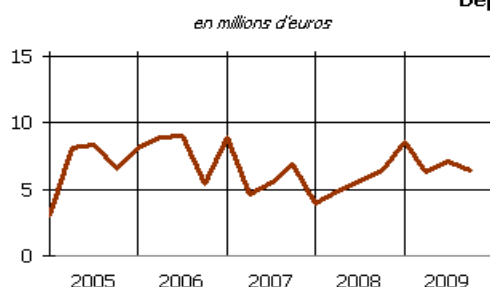
Placements liquides ou à court terme



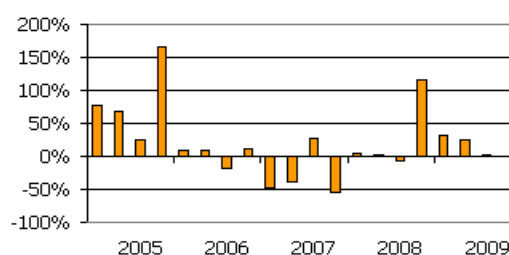
Variations trimestrielles en glissement annuel



Dépôts à terme



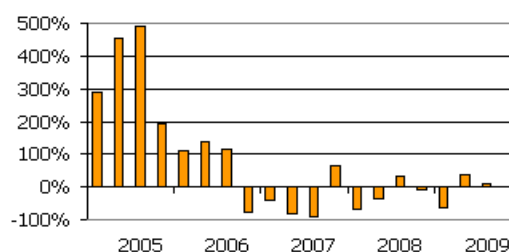
Variations trimestrielles en glissement annuel



Certificats de dépôt

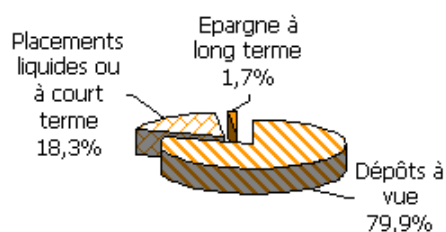


Variations trimestrielles en glissement annuel

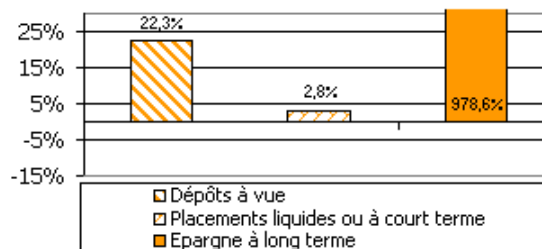


Structure des actifs financiers des entreprises par nature au 30 septembre 2009

Répartition



Variations en glissement annuel - 3e trimestre 2009



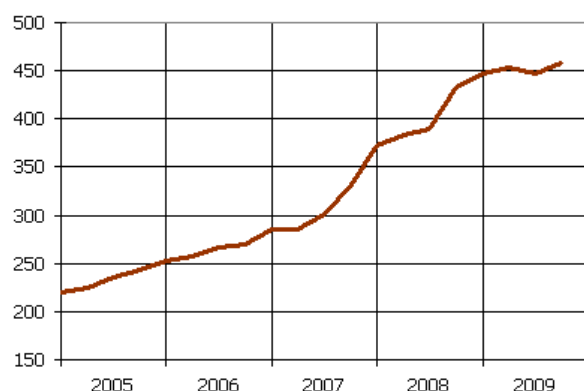
4. LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

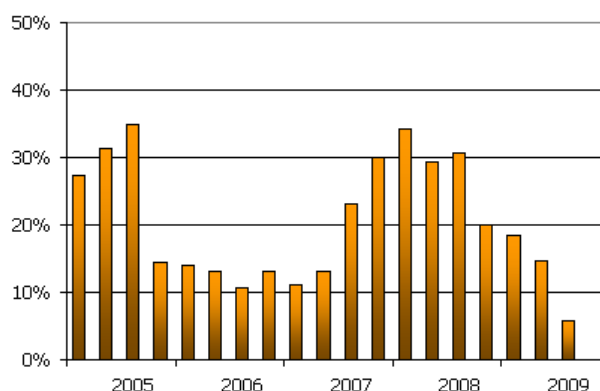
	Montants en millions au									Variations	
	30-sept.-04	30-sept.-05	30-sept.-06	30-sept.-07	30-sept.-08	31-déc.-08	31-mars-09	30-juin-09	30-sept.-09	1 an	1 trim.
Entreprises	89,188	109,976	119,752	162,175	208,718	224,062	225,738	217,869	222,664	6,7%	2,2%
Crédits d'exploitation	16,932	23,196	26,277	36,650	53,121	61,473	51,475	46,634	48,490	-8,7%	4,0%
Créances commerciales	3,875	4,099	4,709	6,047	4,250	5,052	4,742	3,299	3,279	-22,8%	-0,6%
Crédits de trésorerie	8,992	12,691	15,561	14,729	21,006	22,794	20,658	18,175	20,686	-1,5%	13,8%
dont entrepreneurs individuels	1,326	1,706	1,949	2,919	3,772	4,077	3,883	3,585	4,158	10,2%	16,0%
Comptes ordinaires débiteurs	4,065	6,406	6,007	15,874	27,865	33,627	26,075	25,160	24,525	-12,0%	-2,5%
Affecturation	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Crédits d'investissement	65,055	82,651	87,330	110,971	139,069	145,474	156,846	153,658	158,599	14,0%	3,2%
Crédits à l'équipement	62,110	76,213	79,234	100,308	128,332	135,335	146,883	143,838	148,816	16,0%	3,5%
dont entrepreneurs individuels	9,550	8,287	7,279	6,963	8,276	8,502	8,254	7,264	6,943	-16,1%	-4,4%
Crédit-bail	2,945	6,438	8,096	10,663	10,737	10,139	9,963	9,820	9,783	-8,9%	-0,4%
Crédits à l'habitat	7,201	3,634	5,478	13,735	16,528	16,677	17,308	17,333	15,425	-6,7%	-11,0%
Autres crédits	0,000	0,495	0,667	0,819	0,000	0,438	0,109	0,244	0,150	-	-38,5%
Ménages	83,237	108,745	125,620	153,619	196,639	206,933	209,054	209,658	210,170	6,9%	0,2%
Crédits à la consommation	49,548	64,386	71,173	88,591	108,647	113,782	114,830	114,689	114,359	5,3%	-0,3%
Crédits de trésorerie	45,097	57,464	63,230	78,841	98,884	104,086	105,352	105,255	104,597	5,8%	-0,6%
Comptes ordinaires débiteurs	4,398	3,567	3,592	4,597	4,411	4,387	4,169	4,125	4,453	1,0%	8,0%
Crédit-bail	0,053	3,355	4,351	5,153	5,352	5,309	5,309	5,309	5,309	-0,8%	0,0%
Crédits à l'habitat	33,617	44,185	53,909	65,011	87,946	93,112	94,174	94,889	95,721	8,8%	0,9%
Autres crédits	0,072	0,174	0,538	0,017	0,046	0,039	0,050	0,080	0,090	-	12,5%
Collectivités locales	2,192	19,430	17,494	9,900	21,820	9,868	13,332	13,638	18,545	-15,0%	36,0%
Crédits d'exploitation	0,003	0,075	0,000	2,550	15,374	5,743	5,744	6,233	12,851	-16,4%	106,2%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	0,000	12,689	2,943	2,943	2,943	9,847	-22,4%	234,6%
Comptes ordinaires débiteurs	0,003	0,075	0,000	2,550	2,685	2,800	2,801	3,290	3,004	11,9%	-8,7%
Crédits d'investissement	2,189	14,728	13,118	7,350	6,446	2,625	2,588	2,405	2,304	-64,3%	-4,2%
Crédits à l'équipement	2,176	14,718	13,112	7,291	6,333	2,520	2,492	2,317	2,225	-64,9%	-4,0%
Crédit-bail	0,013	0,010	0,006	0,059	0,113	0,105	0,096	0,088	0,079	-30,1%	-10,2%
Crédits à l'habitat	0,000	4,627	4,376	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	1,500	5,000	5,000	3,390	-	-32,2%
Autres agents et CCB non ventilés	5,929	5,255	6,331	5,610	5,912	5,618	5,875	6,060	6,787	14,8%	12,0%
Total encours sain	180,546	243,406	269,197	331,304	433,089	446,481	453,999	447,225	458,166	5,8%	2,4%
Créances douteuses brutes	9,528	11,409	11,423	14,834	19,416	18,647	19,004	24,522	26,058	34,2%	6,3%
Créances douteuses nettes	4,898	5,225	5,448	8,473	12,117	11,194	11,252	16,158	16,692	37,8%	3,3%
dont entreprises	3,161	2,205	3,368	5,498	8,374	6,891	6,799	10,273	10,341	23,5%	0,7%
dont ménages	1,707	2,922	1,994	2,824	3,505	4,151	4,262	5,741	6,169	76,0%	7,5%
Provisions	4,630	6,184	5,975	6,361	7,299	7,453	7,752	8,364	9,366	28,3%	12,0%
Total encours brut	190,074	254,815	280,620	346,138	452,505	465,128	473,003	471,747	484,224	7,0%	2,6%
Taux de créances douteuses	5,0%	4,5%	4,1%	4,3%	4,3%	4,0%	4,0%	5,2%	5,4%	1,1	0,2
Taux de provisionnement	48,6%	54,2%	52,3%	42,9%	37,6%	40,0%	40,8%	34,1%	35,9%	-1,6	1,8

Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'euros

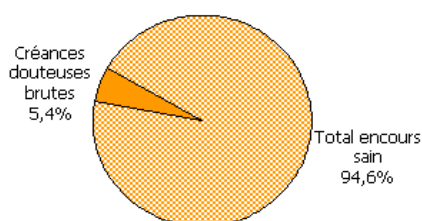


Variations trimestrielles en glissement annuel

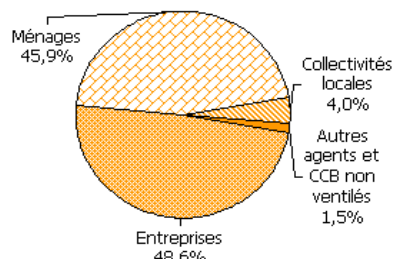


Structure des passifs financiers au 30 septembre 2009

Structure selon la qualité



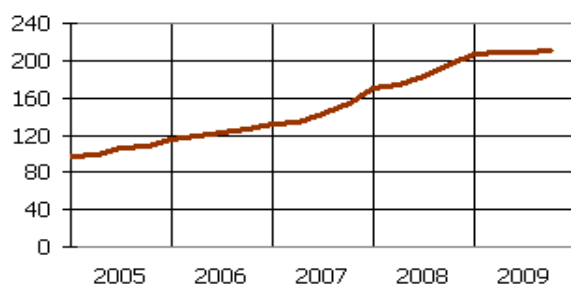
Structure par agents



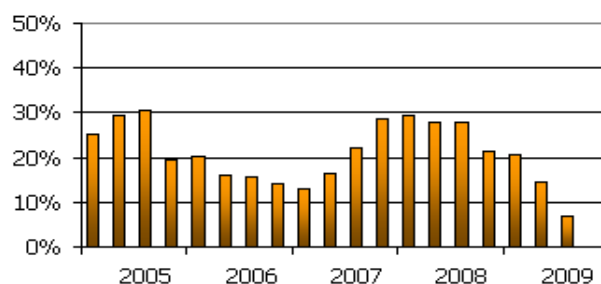
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

en millions d'euros

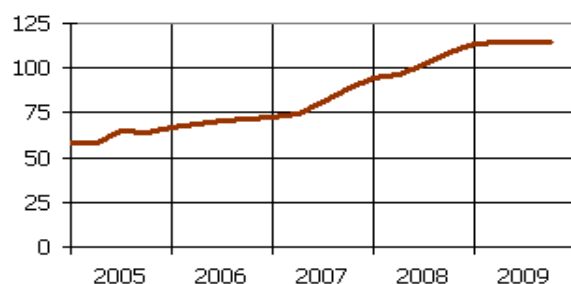


Variations trimestrielles en glissement annuel

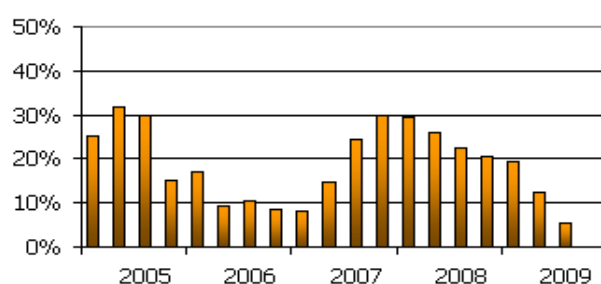


Crédits à la consommation

en millions d'euros

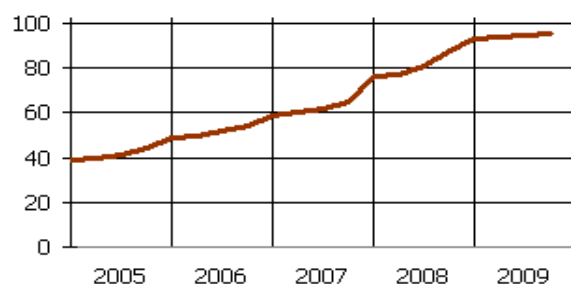


Variations trimestrielles en glissement annuel

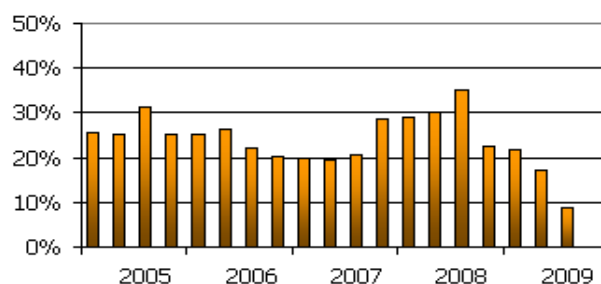


Crédits à l'habitat

en millions d'euros

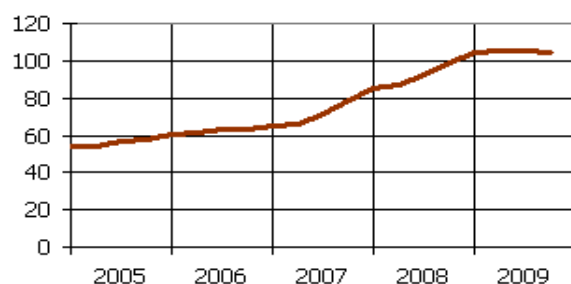


Variations trimestrielles en glissement annuel

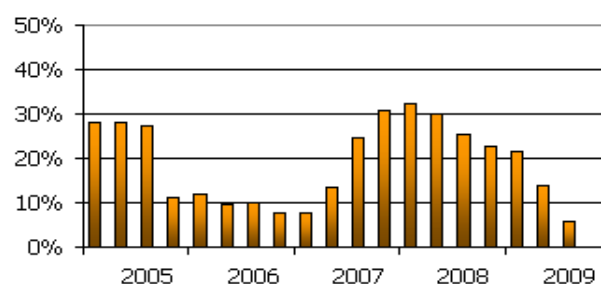


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

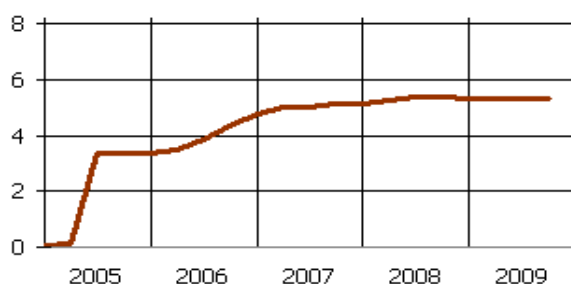


Variations trimestrielles en glissement annuel

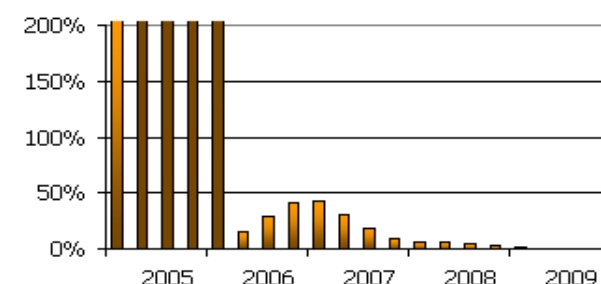


Crédit-bail

en millions d'euros



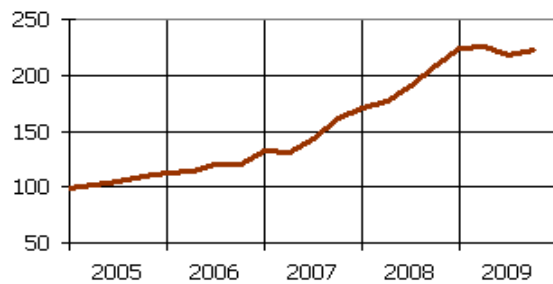
Variations trimestrielles en glissement annuel



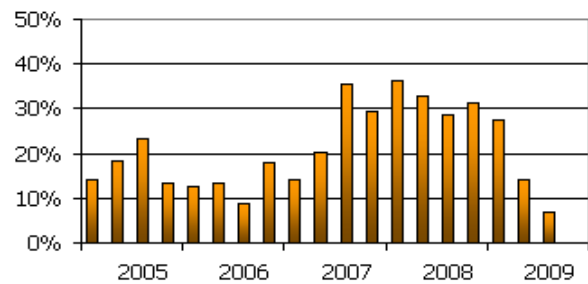
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

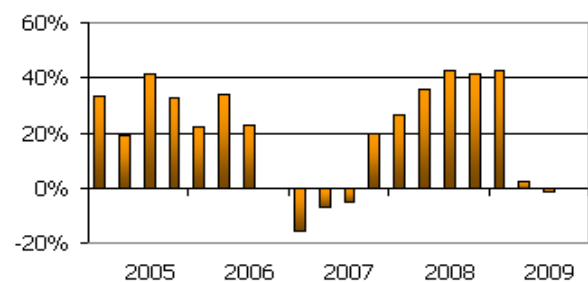


Crédits de trésorerie

en millions d'euros

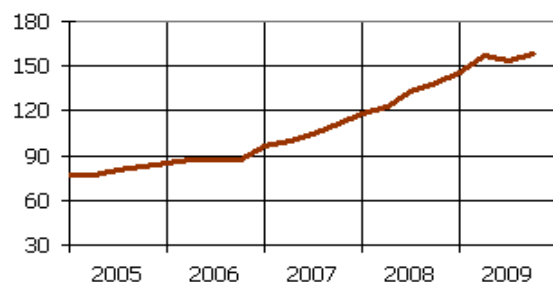


Variations trimestrielles en glissement annuel

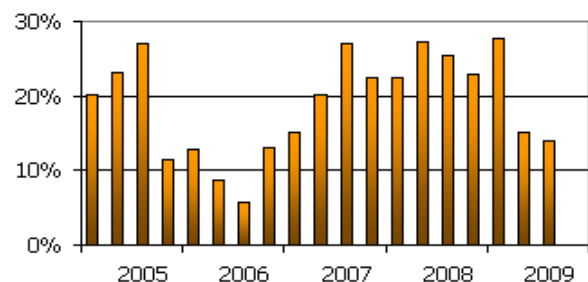


Crédits d'investissement

en millions d'euros

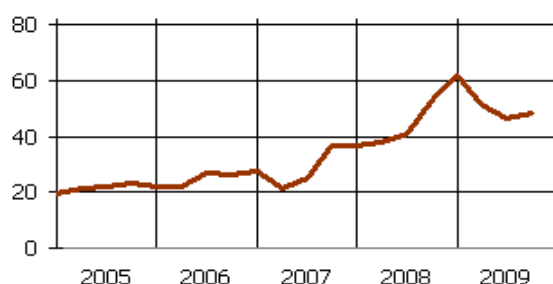


Variations trimestrielles en glissement annuel

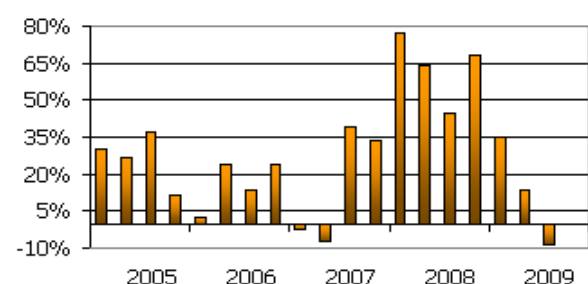


Crédits d'exploitation

en millions d'euros

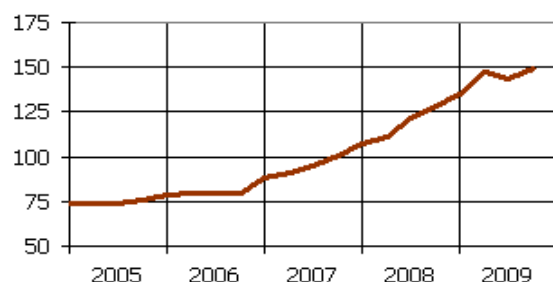


Variations trimestrielles en glissement annuel

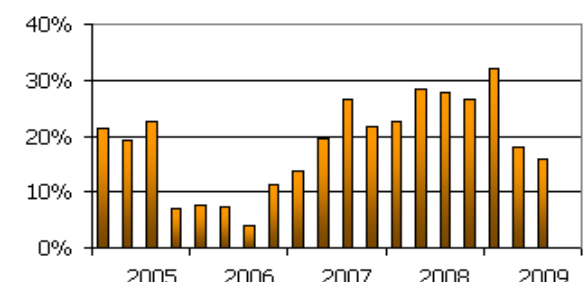


Crédits d'équipement

en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

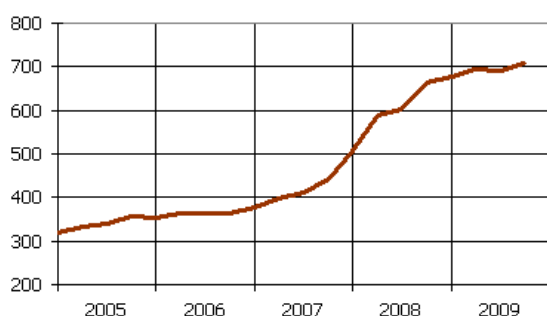


4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

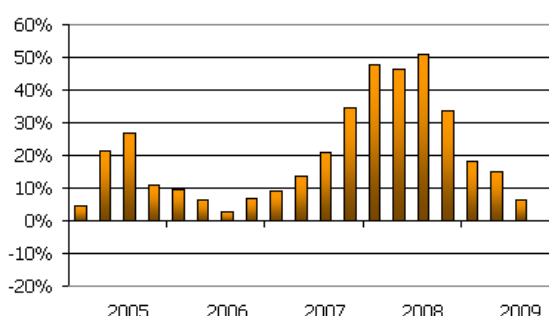
	Montants en millions au									Variations	
	30-sept.-04	30-sept.-05	30-sept.-06	30-sept.-07	30-sept.-08	31-déc.-08	31-mars-09	30-juin-09	30-sept.-09	1 an	1 trim.
Entreprises	120,197	148,807	149,691	190,325	268,107	279,241	279,424	269,935	274,298	2,3%	1,6%
Crédits d'exploitation	16,932	23,196	26,593	37,077	54,772	62,748	52,268	47,247	49,363	-9,9%	4,5%
Créances commerciales	3,875	4,099	4,709	6,047	4,250	5,052	4,742	3,299	3,279	-22,8%	-0,6%
Crédits de trésorerie	8,992	12,691	15,561	14,730	21,324	22,904	20,759	18,268	20,770	-2,6%	13,7%
dont entrepreneurs individuels	1,326	1,706	1,949	2,920	3,772	4,077	3,883	3,585	4,158	10,2%	16,0%
Comptes ordinaires débiteurs	4,065	6,406	6,014	15,874	27,865	33,627	26,075	25,161	24,525	-12,0%	-2,5%
Affacturation	0,000	0,000	0,309	0,426	1,333	1,165	0,692	0,519	0,789	-40,8%	52,0%
Crédits d'investissement	66,107	83,513	89,284	112,278	153,868	157,321	169,077	165,287	170,233	10,6%	3,0%
Crédits à l'équipement	63,162	77,075	80,877	100,961	142,125	146,186	158,266	154,713	159,783	12,4%	3,3%
dont entrepreneurs individuels	9,550	8,287	7,349	7,033	8,276	8,547	8,299	7,309	7,060	-14,7%	-3,4%
Crédit-bail	2,945	6,438	8,407	11,317	11,743	11,135	10,811	10,574	10,450	-11,0%	-1,2%
Crédits à l'habitat	33,306	38,107	30,097	37,477	57,240	56,672	55,976	55,332	52,799	-7,8%	-4,6%
Autres crédits	3,852	3,991	3,717	3,493	2,227	2,500	2,103	2,069	1,903	-14,5%	-8,0%
Ménages	83,238	108,745	125,620	160,497	204,712	215,223	217,183	218,151	218,910	6,9%	0,3%
Crédits à la consommation	49,548	64,386	71,173	90,699	111,438	116,707	117,847	118,174	117,992	5,9%	-0,2%
Crédits de trésorerie	45,097	57,464	63,230	80,949	101,675	107,011	108,369	108,740	108,230	6,4%	-0,5%
Comptes ordinaires débiteurs	4,398	3,567	3,592	4,597	4,411	4,387	4,169	4,125	4,453	1,0%	8,0%
Crédit-bail	0,053	3,355	4,351	5,153	5,352	5,309	5,309	5,309	5,309	-0,8%	0,0%
Crédits à l'habitat	33,618	44,185	53,909	69,781	93,228	98,477	99,286	99,897	100,828	8,2%	0,9%
Autres crédits	0,072	0,174	0,538	0,017	0,046	0,039	0,050	0,080	0,090	95,7%	12,5%
Collectivités locales	68,141	90,882	81,445	70,703	149,405	142,067	155,963	162,037	170,662	14,2%	5,3%
Crédits d'exploitation	0,003	0,075	0,000	2,550	32,874	31,643	33,044	16,133	27,651	-15,9%	71,4%
Crédits de trésorerie	0,000	0,000	0,000	0,000	30,189	28,843	30,243	12,843	24,647	-18,4%	91,9%
Comptes ordinaires débiteurs	0,003	0,075	0,000	2,550	2,685	2,800	2,801	3,290	3,004	11,9%	-8,7%
Crédits d'investissement	38,919	60,535	55,059	50,723	102,933	97,225	106,220	130,826	129,204	25,5%	-1,2%
Crédits à l'équipement	38,906	60,525	55,053	50,664	102,820	97,120	106,124	130,738	129,125	25,6%	-1,2%
Crédit-bail	0,013	0,010	0,006	0,059	0,113	0,105	0,096	0,088	0,079	-30,1%	-10,2%
Crédits à l'habitat	0,000	4,627	4,376	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
Autres crédits	29,219	25,645	22,010	17,430	13,598	13,199	16,699	15,078	13,807	1,5%	-8,4%
Autres agents et CCB non ventilés	8,708	7,490	8,086	19,410	42,583	41,209	42,250	41,784	43,248	1,6%	3,5%
Total encours sain	280,284	355,924	364,842	440,935	664,807	677,740	694,820	691,907	707,118	6,4%	2,2%
Créances douteuses brutes	46,076	36,501	43,224	45,670	20,707	22,756	23,191	28,684	29,872	44,3%	4,1%
Créances douteuses nettes	22,451	5,861	24,209	32,674	13,408	15,282	15,418	20,301	20,487	52,8%	0,9%
dont entreprises	19,992	2,773	22,129	29,498	8,857	10,092	10,156	13,645	13,495	52,4%	-1,1%
dont ménages	1,707	2,922	1,994	3,025	3,821	4,609	4,635	6,117	6,408	67,7%	4,8%
Provisions	23,625	30,640	19,015	12,996	7,299	7,474	7,773	8,383	9,385	28,6%	12,0%
Total encours brut	326,360	392,425	408,066	486,605	685,514	700,496	718,011	720,591	736,990	7,5%	2,3%
Taux de créances douteuses	14,1%	9,3%	10,6%	9,4%	3,0%	3,2%	3,2%	4,0%	4,1%	1,0	0,1
Taux de provisionnement	51,3%	83,9%	44,0%	28,5%	35,2%	32,8%	33,5%	29,2%	31,4%	-3,8	2,2

Encours de crédit sain total

en millions d'euros

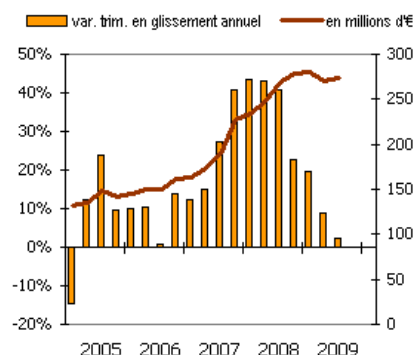


Variations trimestrielles en glissement annuel

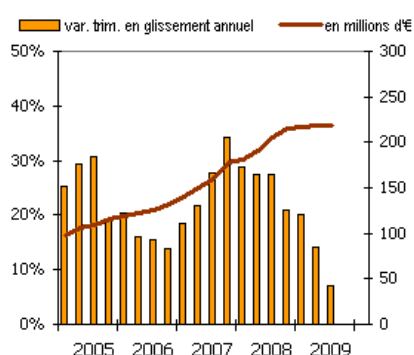


Concours consentis par les EC

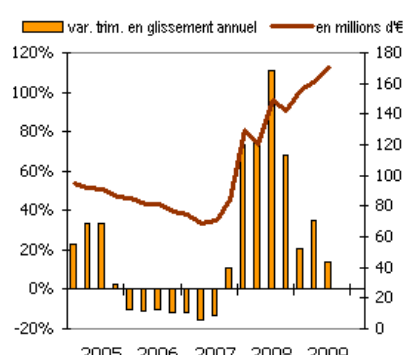
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

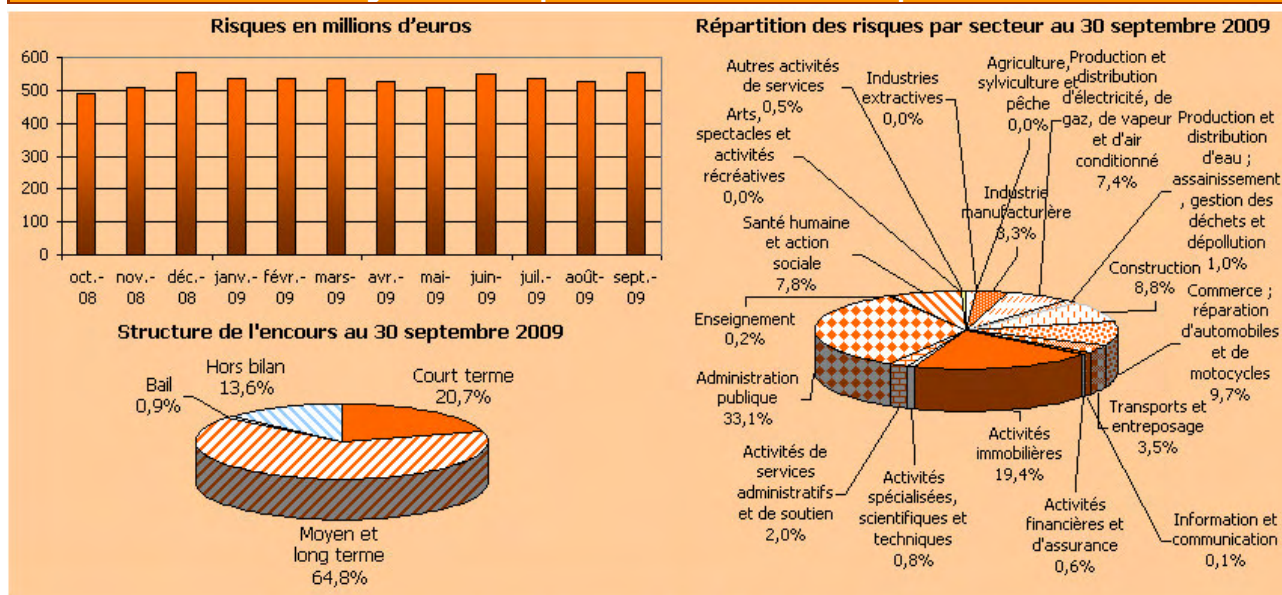


Encours de crédit aux collectivités locales

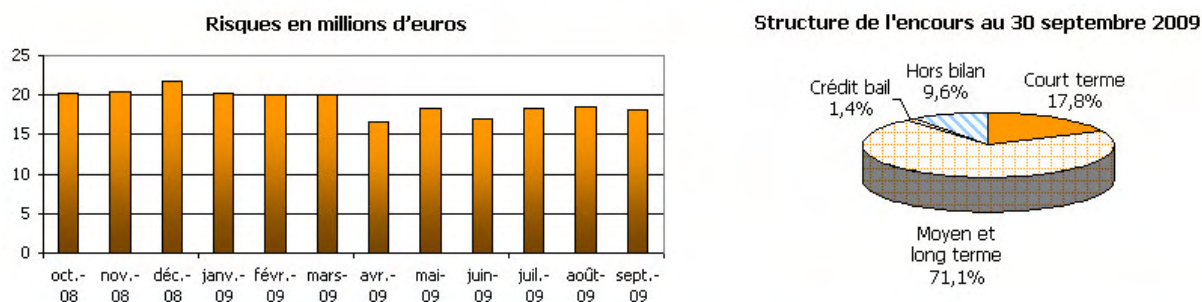


5. RISQUES SECTORIELS

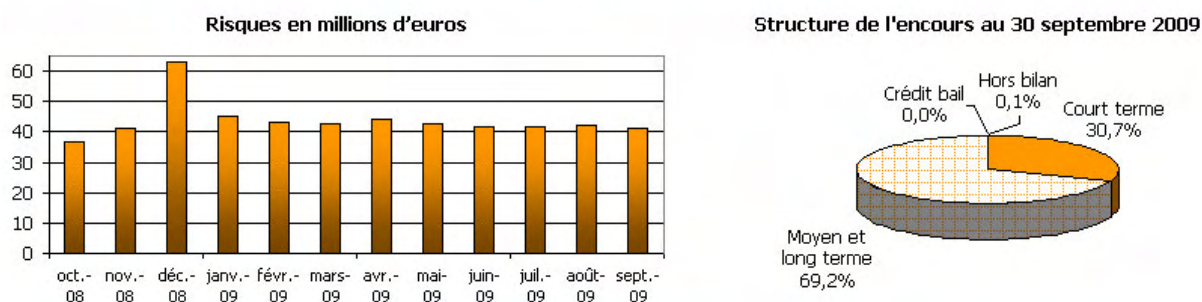
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



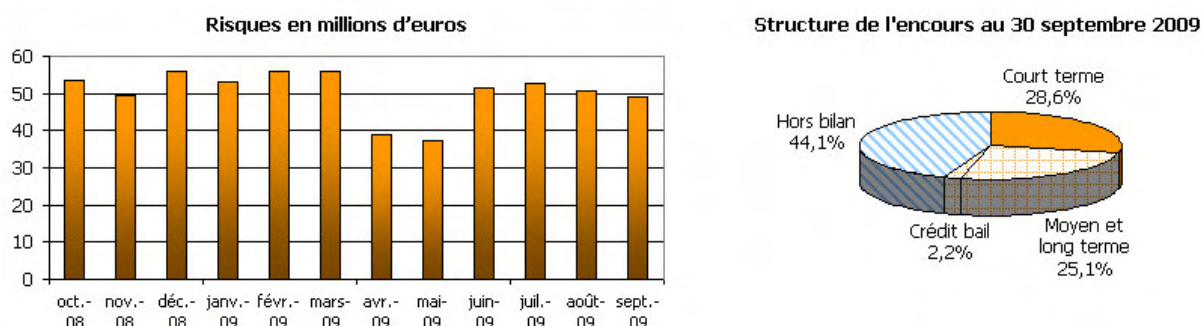
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie manufacturière



Risques bancaires sur le secteur de la production

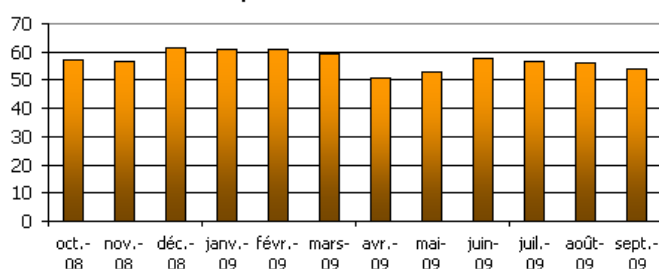


Risques bancaires sur le secteur de la construction

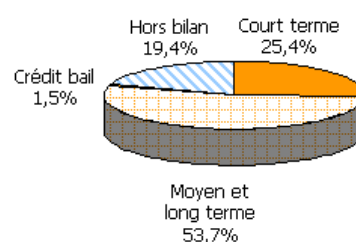


Risques bancaires sur le secteur du commerce: réparation d'automobiles et de motocycles

Risques en millions d'euros

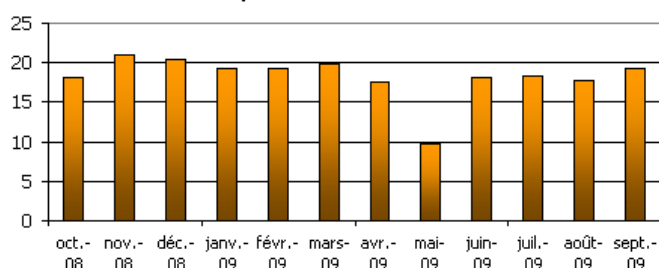


Structure de l'encours au 30 septembre 2009

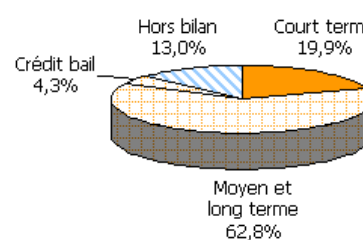


Risques bancaires sur le secteur des transports et entreposage

Risques en millions d'euros

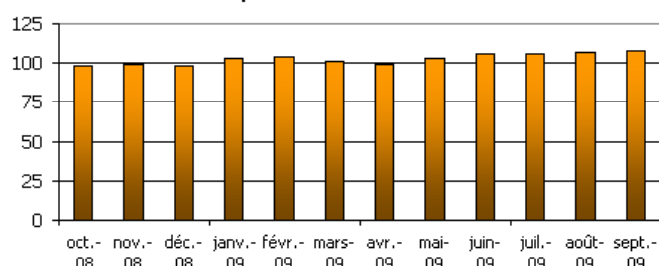


Structure de l'encours au 30 septembre 2009

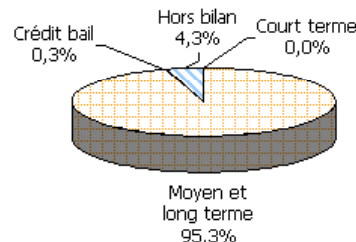


Risques bancaires sur le secteur des activités immobilières

Risques en millions d'euros

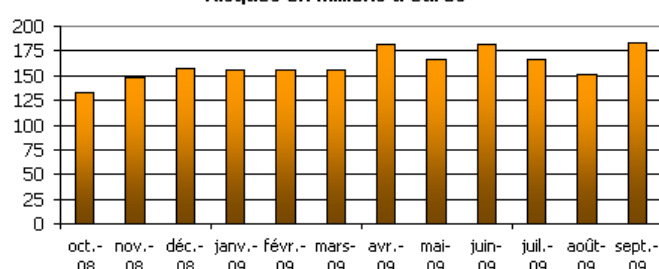


Structure de l'encours au 30 septembre 2009

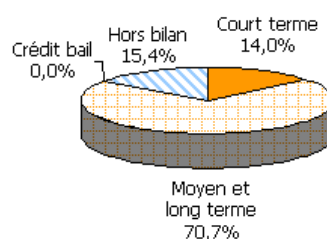


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

Risques en millions d'euros

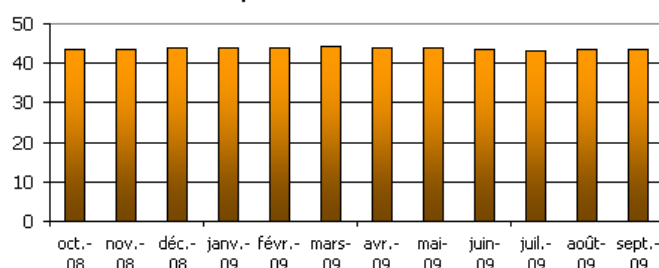


Structure de l'encours au 30 septembre 2009

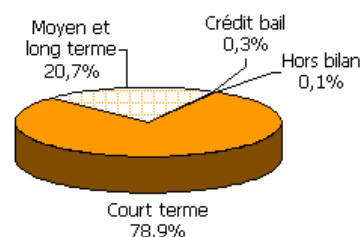


Risques bancaires sur le secteur de la santé humaine et action sociale

Risques en millions d'euros



Structure de l'encours au 30 septembre 2009



6. RAPPEL DES TAUX

6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/05/2009) **1,00%**

Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009) **0,25%**

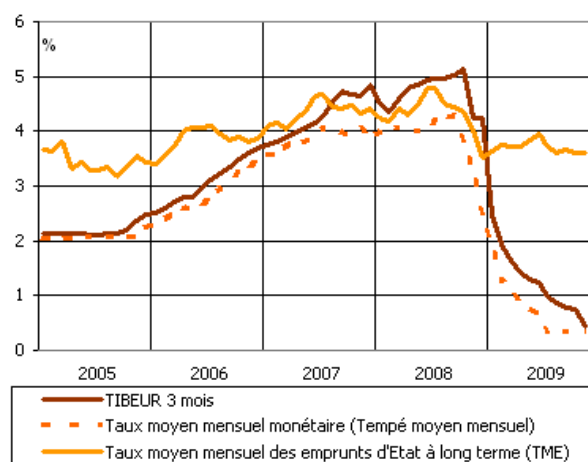
Taux de la facilité de prêt (13/05/2009) **1,75%**

TAUX D'INTERET LEGAL

ANNEE 2009 (JO du 11/02/2009) **3,79%**

ANNEE 2008 (JO du 23/02/2008) **3,99%**

6.2 Principaux taux de marché



6.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie		Plafond de l'usure							
		application à compter							
		du 1 ^{er} trimestre 2008	du 2 ^e trimestre 2008	du 3 ^e trimestre 2008	du 4 ^e trimestre 2008	du 1 ^{er} trimestre 2009	du 2 ^e trimestre 2009	du 3 ^e trimestre 2009	du 4 ^e trimestre 2009
PARTICULIERS	Prêts immobiliers aux particuliers								
	- Prêts à taux fixe	7,12%	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%
	- Prêts à taux variable	7,05%	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%
	- Prêts relais	7,00%	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%
	Autres prêts								
ENTREPRISES	- Prêts < ou = à 1 524 €* - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1 524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > à 1524 €	20,88%	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%
		20,16%	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%	20,20%
		9,39%	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%	9,20%
	Prêts aux entreprises **								
	- Découverts en compte***	14,71%	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

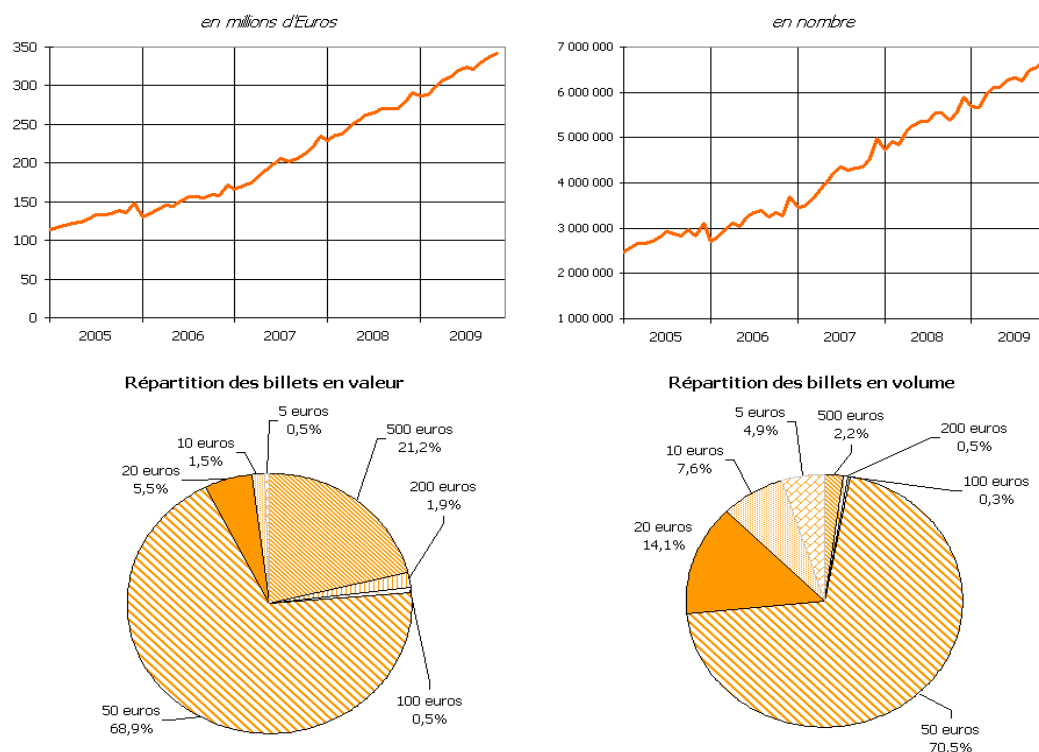
(**) Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale

(***) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

7. MONNAIE FIDUCIAIRE

7.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets au 30 novembre 2009



7.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces au 30 novembre 2009



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
Avenue de la Préfecture – B.P. 500 - 97600 Mamoudzou

Téléphone : 0269 61 05 05 – Télécopie : 0269 61 05 02
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Editeur : IEDOM
Achevé d'imprimer en JANVIER 2010
Dépôt légal : JANVIER 2010 - n° ISSN : 0296-3116